

Suspension de l'écotaxe, Pacte de responsabilité...

Au lendemain des élections, un contexte difficile à venir

Le revers du premier tour des élections municipales pour les candidats socialistes est dû à la politique gouvernementale, menée par François Hollande. Espoir d'un changement lors de la campagne présidentielle de 2011-2012, les espoirs ont rapidement été déçus.

Le site d'information de France info s'est procuré la liste des lignes de tramway, de bus ou métros, ayant répondu à l'appel à projet du ministère des Transports. Plusieurs des 117 projets devaient démarrer dès le début de l'année 2014, grâce aux 450 millions d'euros de recette de l'écotaxe.

Des projets dans les cartons

Depuis la suspension en octobre 2013 de l'écotaxe, et le mouvement des « Bonnets rouges », les projets sont restés dans les cartons. 16 tramways, 52 bus à haut niveau de service, 2 tram-train, 4 navettes, 6 réseaux de vélos et également 6 trains, vélos, bus et tramway sont désormais en attente d'un traitement. A La Réunion, plusieurs projets sont également en suspend, comme l'extension du Transport en Commun en Site Propre vers l'Est (TCSP) du Chaudron à Quartier-Français de la CINOR, l'itinéraire privilégié au Port à la Possession du TCO, le TCSP entre le Moufia et la Bretagne de la CINOR et enfin, le TCSP à l'entrée Ouest de Saint Louis de la CIVIS.

Ces 117 projets représentent plus de six milliards d'euros d'investissements, issus de la France entière, ils sont désormais remis en cause depuis le rétro-pédalage du gouvernement après le mouvement des Bonnets Rouges, né suite à l'annonce de l'écotaxe. La suspension de l'écotaxe a contraint les élus à s'entretenir avec le ministre des Transports, Frédéric Cuvillier, afin de connaître la participation de l'Etat dans leur projet.

«Tout est suspendu à cause de l'écotaxe»

Cependant, la réponse reste la même: «tout est suspendu à cause de l'écotaxe» a indiqué France Info. Certains

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi					
Données CVS	février 2013	janvier 2014	février 2014	Variation sur un mois	Variation sur un an
Réunion					
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	132 480	132 850	132 680	-0,1%	0,2%
Catégories B, C (actes positifs de recherche d'emploi, en activité réduite)	18 270	19 870	19 440	-2,2%	6,4%
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	150 750	152 720	152 120	-0,4%	0,9%
Catégorie D (sans actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	3 230	3 700	3 530	-4,6%	9,3%
Catégorie E (sans actes positifs de recherche d'emploi, en emploi)*	9 900	13 280	14 110	6,3%	42,5%
Catégories A, B, C, D, E (ensemble)	163 880	169 700	169 760	0,0%	3,6%
<i>Pour mémoire :</i>					
<i>Unités : niveaux en milliers, variations et parts en %</i>					
France entière (CVS-CJO)					
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	3 453,5	3 576,3	3 608,7	0,9%	4,5%
Catégories B, C (actes positifs de recherche d'emploi, en activité réduite)*	1 550,5	1 652,5	1 627,6	-1,5%	5,0%
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	5 004,0	5 228,8	5 236,3	0,1%	4,6%
Catégories A, B, C, D, E (ensemble)	5 636,3	5 924,4	5 938,8	0,2%	5,4%

Source : STMT - Pôle emploi / SEE, Dares. Calculs des cvs : DIECCTE Réunion / SESE, Dares.

Avertissement : En raison de la défaillance dans l'acheminement d'une partie des messages de relance envoyés aux demandeurs d'emploi lors de la campagne d'actualisation du mois d'août 2013, le nombre des sorties pour défaut d'actualisation enregistrées au mois d'août 2013 a été inhabituellement élevé, ce qui a eu un impact à la baisse sur le nombre de demandeurs d'emploi inscrits fin août 2013.

169.760 Réunionnais cherchent un travail

Voici les derniers chiffres du chômage présenté hier soir par Pôle Emploi, ils donnent une idée du contexte à venir.

élus espèrent des réponses en juin, après les élections européennes. Alors que les projets attendent, les entreprises de BTP, espèrent dans certaines régions, que les projets ne soient pas tous annulés. Ces dernières comptent sur les collectivités les plus aisées pour financer elle-même les projets. Le gouvernement et les candidats socialistes, et leurs alliés, ont prit connaissance du mécontentement de la population vis à vis de la politique globale de François Hollande. Le Pacte de responsabilité et les 50 milliards d'euros d'économies décidées par le gouvernement vont peser sur les ménages mais aussi sur les collectivités. Celles-ci devront faire face à la baisse des dotations aux collectivités. Les projets proposés par les différentes collectivités en matière de transports ne sont là qu'un exemple parmi tant d'autres.

Les candidats face à de fausses promesses

D'autant plus que les détails du Pacte de responsabilité seront fournis après

les élections, en avril. A des fins d'austérité, bon nombre des promesses de François Hollande ont été mises de côté: la réforme institutionnelle, la modernisation de la vie politique, la réforme fiscale, la réforme territoriale. Un programme destiné à briser la politique de Nicolas Sarkozy, mais qui est aujourd'hui dans la suite de celui-ci. Les candidats, parmi lesquels les prochains maires, devront faire face à des promesses non tenues, mais surtout à une situation financière dégradante. D'autant que Bruxelles a appelé la France à réduire ses dépenses publiques. Une raison supplémentaire de croire que la situation va s'aggraver dans le

domaine social, car les conseillers généraux sont devenus les seuls barrages à la pauvreté, particulièrement à La Réunion, où 28,9% des Réunionnais sont sans emploi et 42% vivent en dessous du seuil de pauvreté. D'ailleurs, le gouvernement laisse planer une menace sur l'octroi de mer, ce qui remettrait en cause l'économie de l'île. En effet, en cas de suppression de cette taxe, les communes verraient leur budget diminuer de près de 250 millions d'euros. Ajouté au gel des dotations, la fin de l'octroi de mer ruinerait les collectivités et impacterait directement sur la vie des Réunionnais.

Céline Tabou

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès

69^e année

DIRECTEURS DE PUBLICATION :

1944-1947 : Roger Bourdageau • 1947 - 1957 : Raymond Vergès • 1957 - 1964 : Paul Vergès • 1964 - 1974 : Bruny Payet • 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom • 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon • 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud • Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland

B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

RÉDACTION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29

EMAIL RÉDACTION : temoignages@wanadoo.fr

SITE WEB : www.temoignages.re

ADMINISTRATION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23

EMAIL AVIS, ABONNEMENT : avis.temoignages@wanadoo.fr

EMAIL PUBLICITÉ : pub.tem@orange.fr

Édito

Le gouvernement entendra-t-il vraiment ?

A Paris, le gouvernement n'a pas tardé à tirer les enseignements des élections municipales. Trois jours après le premier tour avait lieu le Conseil des ministres. A la sortie de cette réunion, Najat Vallaud-Belkacem, porte-parole du gouvernement, a confirmé que les municipales étaient sur la table du Conseil.

«Même si le scrutin n'est pas achevé, le président de la République a souligné que sans attendre dimanche, il convenait d'entendre les Français quand ils s'expriment et même d'ailleurs, quand ils s'absentent de le faire», a dit le Premier ministre. D'après son compte-rendu, elle «perçoit bien dans les messages envoyés par les Français de l'inquiétude».

Parmi les pistes invoquées pour tenir compte des messages, un effort du gouvernement pour aller vers «plus de justice sociale», selon la porte-parole du gouvernement. Quant au remaniement, il se précise. Des ministres ont en effet été sanctionnés. Par exemple, candidat dans la ville où il a été maire, Victorin Lurel a perdu dès le premier tour.

Une donnée importante est à prendre en compte. A Nantes, les socialistes ont fait l'union avec les écologistes pour tenter de garder la Mairie. Or, les Verts ne manquent pas de critiquer le projet de construction d'un nouvel aéroport à Notre-Dames des Landes. C'est pourquoi ils ont obtenu un compromis sur cette réalisation: «nous prenons acte ensemble de l'orientation du gouvernement de ne pas débiter les travaux avant l'épuisement de tous les recours juridiques actuellement déposés». Les Verts considèrent cet accord comme une avancée, car les socialistes de la région nantaise demandent que les travaux débutent le plus vite possible. Rappelons également que l'aéroport de Notre-Dame des Landes a été lancé sous la mandature d'un ancien maire de Nantes, qui n'est autre que Jean-Marc Ayrault, actuel Premier ministre.

Ces annonces seront-elles suivies d'effet? Le résultat du second tour des municipales pèsera donc dans la balance. A La Réunion, les députés PS et PLR ont connu de sérieux revers. Mis à part Jean-Claude Fruteau, tous sont sous la menace d'une défaite: Jean-Jacques Vlody au Tampon et Huguette Bello à Saint-Paul. Force est de constater que la dynamique n'est pas de leur côté, même le gouvernement le reconnaît.

J.B.

Visite de Xi Jinping, président de la Chine

Accords commerciaux entre la Chine et la France

Le président chinois s'est rendu pour la première fois en France, depuis son investiture en 2013. Une visite suivie de près car la France a décidé de dérouler le tapis rouge au président de l'Empire du milieu.



Pôle tertiaire de PSA à Poissy. La participation de 800 millions d'euros de Dongfeng dans le constructeur automobile français est un fait sans précédent.

A l'heure du cinquantième anniversaire des relations diplomatiques entre la France et la Chine, la venue du président Xi Jinping et de son épouse Peng Liyuan ainsi que 145 délégués d'entreprises chinoises, dont le ministre du Commerce, Gao Hucheng. Le 27 janvier 1964 en pleine Guerre froide, les relations diplomatiques ont été établies par Mao Zedong et le général de Gaulle, premier dirigeant occidental à avoir reconnu la République Populaire de Chine.

Relancer la dynamique économique bilatérale

Plusieurs contrats sont à l'ordre du jour de cette visite d'Etat de trois jours durant lesquels les deux pays pourraient signer de juteux contrats industriels. A Lyon, Xi Jinping a expliqué que

sa visite «permettra de travailler avec le président François Hollande et d'autres dirigeants français pour [...] planifier ensemble l'avenir, de sorte que les relations sino-françaises, sur un nouveau départ, enregistrent des progrès encore plus importants». Parmi ces progrès plus importants, la France souhaite relancer la dynamique économique entre les deux pays, d'autant que «les investissements sont les bienvenus en France et nous sommes mobilisés pour les faciliter», a indiqué le ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius. Le pays souhaite accueillir prochainement 50.000 étudiants chinois contre les 35.000 actuellement et elle veut doubler le nombre de touristes chinois en France à trois millions. Contrairement à l'Allemagne, premier partenaire économique de Pékin, la France souhaite rééquilibrer ses relations commerciales avec la Chine qui

accusaient un déficit de 26 milliards d'euros en 2013, soit un peu moins de la moitié du total du déficit commercial de la France. Pour pouvoir renouer ses liens, l'Élysée a reconnu auprès des agences de presse qu'il reste «un grand chemin à parcourir».

D'importants accords commerciaux

En visite à Pékin, François Hollande avait annoncé la commande par la Chine de 60, A320. Lors de cette visite, cette commande sera signée et celle concernant les 27, A330, celle-ci devrait être débloqué après un différend commercial entre Pékin et Bruxelles. Les présidents français et chinois devraient également lancer «un partenariat industriel renforcé pour la fabrication en commun d'hélicoptères civils de type EC175» d'Airbus Helicopters, a indiqué une source industrielle à l'AFP. «Ce partenariat pourrait concerner jusqu'à 1.000 appareils sur une vingtaine d'années», a-t-elle indiqué. D'autres secteurs sont aussi concernés par la signature de contrats: le nucléaire civil, l'agroalimentaire, la santé, les énergies renouvelables, l'automobile, les transports et le «développement urbain durable». Aubaine pour les Français, le groupe français Suez Environnement a annoncé, mardi 25 mars, sa décision de créer une société commune avec des partenaires chinois pour construire et exploiter une usine de traitement et de valorisation énergétique dans la région de Nantong (Jiangsu, est de la Chine). Signe de la réelle volonté de la France de s'allier la Chine, un forum rassemblant quelque 400 hommes d'affaires français et chinois est organisé jeudi 27 mars, par le ministère de l'Économie, Pierre Moscovici. D'ailleurs, le partenariat stratégique validant l'entrée de la société chinoise Dongfeng et de l'État français au capital du constructeur automobile PSA Peugeot Citroën, a été signé mercredi 26 mars. La lettre d'intention déjà validée par les deux groupes prévoit que l'Etat et le constructeur chinois déboursent chacun 800 millions d'euros pour prendre l'un et l'autre 14% du capital.

Céline Tabou

Vers la création du Collectif des Contribuables et des Usagers de Services Publics

Les colistiers de la liste «SOLIDARITE-PARTAGE» continuent le débat politique au second tour des municipales

Les membres de la liste «Solidarité-Partage», rappellent leur engagement sur le programme électoral présenté à la population saint-pauloise. Ce programme en 3 points est leur guide pour mobiliser et rassembler la population de Saint-Paul en faveur du vrai changement qui n'a pas eu lieu en 2008 :

- 1.1. L'abolition de l'extrême pauvreté, avant 2015.
- 1.2. La mise à plat de la fiscalité communale.
- 1.3. La redistribution du pouvoir de décisions.

A l'occasion du premier

tour, l'exacerbation du risque de défaite a bipolarisé à l'excès le scrutin. Dans ce contexte, le score de la liste «Solidarité-Partage» de 1,5% est tellement dérisoire qu'il n'a aucun sens. Cependant, les colistiers notent que la population de Saint-Paul, majoritairement, a sanctionné le bilan de l'équipe sortante, et a relégué Huguette Bello au second rôle d'un ballottage défavorable.

Les colistiers se félicitent d'avoir été en phase avec la

population qui a sanctionné le bilan du PLR et la ligne de conduite de sa Présidente. C'est donc tout naturellement que Ary Yée-Chong-Tchi-Kan et ses colistiers ont déclaré que, pour le second tour, ils ne voteront pas Huguette Bello. Et ils appellent à ne pas voter Huguette Bello. Ils ont décidé de participer, à leur manière, à ce second tour électoral, en apportant à la population les explications nécessaires, à l'occasion de réunions de remerciements.

Ils dénoncent toutes attitudes ou propos différents se revendiquant d'eux. Dans ce même état d'esprit démocratique et constructif, les colistiers de la liste «Solidarité-Partage» se réuniront en assemblée, jeudi 27 mars 2014, à 17h30, à l'Espace Citoyen de Saint-Paul, afin d'évoquer deux sujets à l'ordre du jour :

- des questions d'actualités ;
- la création du Collectif des Contribuables et des Usagers de Services Publics, pour la mise en œuvre de la deuxième priorité de leur programme politique.

La presse est cordialement invitée à cette assemblée.

Les colistiers de la liste «Solidarité-Partage»

Mobilisation au Port pour la victoire de la liste "Le Port nout combat nout fierté"

La population soutient avec force l'appel de Loulou : «nou vé pa rotourn dann fénoir»

«Témoignages» a déjà parlé de la réussite du meeting organisé ce mardi au Port par le Comité de soutien à la liste d'union démocratique conduite par Henry Hippolyte pour le second tour des municipales. Nous revenons sur cet événement en donnant quelques informations sur les interventions très pertinentes des trois orateurs.



Mardi, dans la cité Raymond Vergès, Loulou a été fortement soutenu par la foule venue à son meeting. (photo AD)

Le meeting a eu lieu sur un parking de la Cité Raymond Vergès dans la ZAC 1 et il a commencé par un discours de Firose Gador, membre du Secrétariat du PCR et co-listière d'Henry Hippolyte, qui a d'abord fait un rappel historique. «Kan moin la grandi isi dan so kartyé, navé ankor ryink la savane, èk galé é bann kabri; rogard zordi koman i lé; é nout bann zadvèrsèr i di :

ryin la sanzé o Por !!!».

Ainsi, Firose Gador a dénoncé comme les autres orateurs les mensonges et calomnies réactionnaires déversés pendant cette campagne électorale par les candidats Auber et Hoarau contre les municipalités démocratiques du Port, qui soi-disant «n'ont rien fait depuis 43 ans». «C'est vraiment se

moquer des Portoï et les mépriser, dit-elle, que de tenir de tenir des discours aussi démagogiques, alors que nos concitoyens connaissent tous les combats menés par les communistes et autres démocrates pour transformer la ville et améliorer les conditions de vie».

«Un choix capital entre l'avenir et le passé»

Pour «empêcher que Le Port retourne en arrière», Jean-Yves Langenier a pris la parole afin de rappeler notamment aux électrices et électeurs l'importance du vote de dimanche. Pour répondre aux mensonges et aux «promesses trompeuses» des anti-PCR, il a cité de nombreux exemples de réalisations déjà effectuées par les équipes municipales précédentes et de nouveaux projets envisagés par l'équipe de Loulou au service de la population portoise.

Voilà pourquoi, souligne Jean-Yves Langenier, «dimanche sera un choix capital entre l'avenir et le passé, entre les avancées et le recul; avec notre programme, la population est assurée qu'il n'y aura pas de recul». Et il a conclu : «pour ces élections à la fois municipales et communautaires, il faut faire le maximum afin que Loulou avec son équipe, compétente et dévouée, puisse prendre le relai et continuer le travail, alors que nos adversaires n'ont jamais rien fait, sinon soutenu les politiques

injustes dont souffre le peuple réunionnais».

indignation.

«Sé pou sa nou va gagn dimans»

Henry Hippolyte est intervenu pour terminer le meeting et montrer les perspectives d'espoir soulevées par la mobilisation des militants qui soutiennent sa liste. Face à des adversaires qui ont eu comme dans le passé des comportements agressifs dans certains bureaux de vote, qui veulent réprimer les jeunes portoï et qui menacent d'envoyer leur staff saint-paulois contre le personnel du Port, Loulou a exprimé avec force son

«Nous sommes pour le dialogue avec les jeunes et avec tous les citoyens, pour continuer à faire progresser notre ville; notre priorité reste de faire respecter les droits et la dignité de tous les habitants du Port comme de tous les Réunionnais, plutôt que de laisser le pouvoir à des aventuriers et des frustrés qui défendent avant tout leurs intérêts personnels». Et il a conclu : «Nou vé pa rotourn dann fénoir; sé pou sa nou va gagn dimans».

Correspondant

MEETING LOULOU

Dés 18H

JEUDI 27 MARS
ZAC 2
DEVAN LA KAZ ANELARD LEON
Avec la participation de
Thierry ROBERT
Président de LPA

VENDREDI 28 MARS
GRAND MEETING DE CLOTURE
RUE DE ROME BOULODROME
NOUT TOUTE NOU VOTE LOULOU
LE 30 MARS 2014

Sainte-Suzanne

Mobilisation au marché forain



Ce mardi, la distribution de tracts au marché forain s'est transformé en un grand défilé. Les militants par centaines ont souligné l'amplification de la mobilisation autour du rassemblement conduit par Maurice Gironcel, Ensemb' pour la victoire dimanche. (photos Isabelle Cherubin)

Di sak na pou di

Gardez votre calme, M. Olivier Hoarau !

Accompagnant ce jour (mardi-NDLR) notre candidat Henry Hippolyte Loulou à «Réunion Première», j'ai croisé notre adversaire Olivier Hoarau.

Alors que l'on se saluait dans les locaux de la radio, Olivier Hoarau, en me fusillant du regard, m'a ainsi interpellé: « **ou la traite à moins d'arriviste dans le journal, mi dis a ou c'est la dernière fois ou dit à moins ça** ».

Ces paroles prononcées avec une rare agressivité ont sonné comme une menace pour m'intimider. Je n'ai pas répondu pour ne pas faire de scandale.

Mais je ne peux les passer sous silence: que veut dire M. Hoarau? Qu'il m'empêchera de m'exprimer et de le critiquer? Au nom de quoi? Et par quels moyens? Que signifie cette menace?

Je suis colistier de Loulou Henry Hippolyte. Je participe activement à la campagne. Et logiquement, je ne me

prive pas de critiquer nos adversaires. Calmement et clairement. Je persiste et signe: Olivier Hoarau, ex membre du PCR, ex membre de la majorité municipale portoïse, est, à mes yeux, un arriviste. Pour assouvir ses ambitions personnelles, il a rompu avec le PCR et passe son temps à dénigrer ses anciens collègues du conseil municipal, et les dirigeants du PCR. Chacun est libre de juger d'une telle attitude. Mais ce que je découvre, c'est qu'il n'est pas seulement un arriviste. C'est une personne intolérante, sectaire, qui ne supporte pas la critique. Lui, il s'arroge tous les droits. Dans ses réunions publiques, il ne mâche pas ses mots pour fustiger le Parti qui lui a offert sa chance pour manquer de respect vis à vis de ses dirigeants. L'impertinence de ce jeune homme n'a d'égale que son arrogance. Mais le plus grave, c'est qu'il dénie aux autres le droit de le critiquer. De lui dire ses 4 vérités. Lui, il peut tout dire, mais ses contradicteurs ne doivent pas le mettre en cause. Heureusement qu'il ne sera jamais élu maire de la commune. Sinon, imagine-t-on le trai-

tement qu'il réserverait à l'opposition? Celle ci serait privée de sa liberté d'expression et on serait revenu 50 ans en arrière!

Pire, imagine-t-on le traitement qu'il réserverait aux employés communaux, à ces proches collaborateurs?

M. Olivier Hoarau, la campagne se déroule jusqu'à maintenant dans un climat apaisé. Manifestement, vous essayez de la faire dérapier. Votre attitude agressive de ce matin est choquante. Mais sachez que je resterai stoïque face à vos menaces et vos intimidations. Je continuerai à m'exprimer librement et à vous critiquer. C'est mon droit. C'est le débat démocratique. Est-ce l'évolution de la campagne et la perspective de votre défaite dimanche prochain qui vous rendent si nerveux?

Gardez votre calme M. Hoarau!

Christophe Rocheland
Le Port

Claudy et Eric Fruteau : l'humiliation !

Les résultats du premier tour des municipales à Saint-André sont sans appel: 11 365 voix pour JP Virapoullé, et seulement 5024 pour Claudy Fruteau qui représentait le maire Eric Fruteau sanctionné d'inéligibilité par le conseil constitutionnel, soit 4 327 suffrages de moins qu'au 1er tour de mars 2008 (9 351 voix) et 8136 de moins qu'au 2e tour (13 150) alors qu'il y a 6 459 nouveaux inscrits. Une véritable et mémorable claque pour Eric Fruteau qui paie cher ses trahisons, son

arrogance et son mépris envers le petit peuple, mais aussi la candidature imposée de son épouse, rejetée par la population. Une humiliante correction dont il se souviendra longtemps. Reste qu'il s'agit là d'un véritable gâchis dont Eric Fruteau porte l'entière responsabilité. Et il y a de quoi s'indigner quand on pense à toutes ces décennies de luttes qu'il a fallu au PCR, et à ses militants, pour arracher Saint-André, en mars 2008, des mains de JP Virapoullé, et pour en

arriver là, aujourd'hui. Voilà où conduisent l'idiotie, la stupidité, conjuguées à la soif effrénée du pouvoir et l'ambition personnelle sans limite. Pauvre Eric! J'ai presque envie d'avoir pitié de lui. Aussi, voudrais-je lui souhaiter un excellent week-end, et lui dire bon retour au LEP, ce lundi, car il en aura bien besoin. A très bientôt, mon cher Eric!

Paul
Saint-André

Huguette Bello échappe de peu à l'humiliation d'une défaite dès le premier tour

Lors du scrutin de dimanche dernier, sur Saint-Paul, Joseph Sinimalé et Huguette Bello se sont partagées la quasi totalité des voix (94%). Leurs électrices et électeurs ont eu la même réaction : éviter à leur protégé la défaite au premier tour. De ce vote utile, c'est la sortante qui est reléguée à la seconde place du ballottage. Ce scénario est tellement inédit que même les médias en sont scotchés. Que n'avait-elle pas dit et soutenu sur le bilan exceptionnel de sa mandature, son éthique, ses valeurs, gage d'une reconduction quasi automatique ? La population Saint-Pauloise a eu, elle, une autre lecture de son bilan. Dans le secret de l'isolement, en son âme et conscience, La population Saint-Pauloise a sanctionné la

sortante. Que n'avait-elle pas dit sur ses capacités à cumuler la fonction de Député et de Maire pour justifier un nouveau mandat ? La population Saint-Pauloise a considéré qu'il fallait vivre avec son temps. Elle lui a signifié ne plus vouloir supporter ses caprices durant 3 années supplémentaires. Huguette Bello a gâché un mandat acquis de longues luttes par plusieurs générations de résistants et des milliers d'anonymes. Ces combattants militant n'avaient jamais manqué de solidarité. Elle a jeté le trouble sur son entêtement à soutenir des listes dissidentes à Saint-Benoît, à Sainte-Suzanne, à la Possession, au Port, à Saint-Louis, etc. Pendant qu'elle courait dans tous les

sens pour régler ses comptes, elle a laissé une commune de 100 000 habitants dans les mains de 2 adjoints qui sont devenus arrogants. Elle a réussi à faire fuir le seul représentant de la société civile de son équipe, par ailleurs conseiller général, ainsi que d'autres élus qui se sont exprimés publiquement. Huguette Bello est victime d'elle-même et de ses choix. Si elle a échappé de peu à l'humiliation d'une défaite dès le premier tour, elle en est totalement responsable. Peut-elle avoir l'humilité de le reconnaître et d'arrêter son œuvre destructrice des autres forces de gauches ?

G.S.

Otê!

Si bann gran i fé pa, a nou ti sitoyin koué nou pé fé?

1992: Kominoté internasyonal Konférans Nasyon zuni i réuni Rio (sa lé o Brésil)... An 2000, bann zangazman na poind zéfé konkré.

Dioksid karbone 100 million n tone ogmantasyon!

Gaz éféd sèr: ogmant 17% Etazuni; 20% Brésil; 27% Chine; 28% Linnd; 40% Linndonézi; 8% Zapon!

Parl pa gaz karbonik: va ogmanté o zUSA 34% ant 1990 é 2010, 40% an 2015, 45% an 2020.

I ardi a ou (bann Lunesko), 86 milion èktar foré fine disparèt an 8 tan èk milié zèspès animal ou vèzètal!

1997: Kyoto (Zapon), 159 éta, zot i adopt in protokol po diminié gaz éféd sèr; mé zot i ariv pa mèt dakor po apliké!

Brésil la propoz mèt lamand po sak i fé pa léfor; èk so lamann, finans dann ti péi an void dévlopman, prozé ékonome an énerzi: sof o solèr, irigasyon par gravité... Dévlopman dirab sé sa ki fo fèr.

Bann siantifik di a nou ko sa i fo fé; pans bann zénérasyon domin, zot liberté èk zot droi.

Tout péi i doi trouv in politik po lanvironman.

Solman i fo mobilizé parlmantèr (dépitè èk sénatèr), mèr (i tonm biin nou lé an périod zéléksyon isi), ékol, zènès, média, sansibiliz tout sitoyin.

I fo évit la gèr.

Par égzanp, zot i koné, domin domoun kab batay ankor, pétèt pi po lo pétrol (konm an Libi na poin lontan), mé zis po avoir in ti péd lo po boir, po viv.

Koué ti vé, si bann gran séf déta i fé pa, koman ti vé a nou bann ti kolon nou giny fé?

Justin